

La Révolte

N°54
Octobre 2019

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

« Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement »¹. Le drame survenu à Rouen avec l'incendie de l'Usine Lubrizol ne peut être renvoyé à la rubrique des accidents dramatiques, il est symptomatique de notre époque.

C'est, avant tout, l'illustration des conséquences meurtrières d'une Société dont la priorité absolue est la recherche du profit à n'importe quel prix. Le capitalisme ne s'accommode pas de l'avenir, seul les bénéfices immédiats comptent. Les entreprises privées sont en concurrence et ceux qui les détiennent placent leur argent pour obtenir des dividendes. Dans ses conditions, les résultats doivent pouvoir se compter en monnaie trébuchante à chaque bilan annuel et tout est bon pour y parvenir.



C'est aussi un constat – un de plus – de l'incapacité du capitalisme à satisfaire les besoins communs. Confier les décisions économiques – c'est-à-dire la production des richesses qui nous permettent de vivre – à des intérêts privés ne permet pas d'assurer l'intérêt général. Etonnant, non ? Salariés exploités qui meurent au travail, ou de ses conséquences, populations et environnement empoisonnés, ressources gaspillées, exclus marginalisés, territoires sacrifiés, pays asservis, le drame de Rouen illustre les cataclysmes futurs vers lesquels cette machine folle nous entraîne. C'est enfin une preuve – une de plus – que l'Etat n'est pas au service du peuple mais des puissants. Que de précautions envers les dirigeants de Lubrizol, que de bienveillance et de compréhension ! Nous en aurions espéré de moins envers les gilets jaunes, les salariés en grève, les mendiants condamnés pour des vols de tomates, d'une salade, de paquets de riz dans les poubelles des supermarchés ou les exilés qui fuient les guerres, le terrorisme, les dictatures ou

la misère.

D'aucun rétorqueront qu'il est trop facile de faire d'un exemple une généralité. Maxime pour maxime, nous rappellerons qu'il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir. Il n'y a pas si longtemps, qu'elle a été l'attitude du Préfet des Pyrénées-Atlantiques à propos des rejets polluants de l'Usine Sanofi, sur le site SEVESO de Lacq ? Et combien de jours de prison effectifs pour les dirigeants d'AZF ?

Aujourd'hui, certains économistes, relayés par des politiques qui veulent récupérer les mouvements populaires en faveur du climat, proposent un « green new deal ». Ils espèrent ainsi sauver le système capitalisme qui s'apprête à connaître une crise plus grave que celle de 2008 et concilier la recherche de profit à la préservation de l'environnement. Chimère – une de plus – ils oublient que si les capitalistes polluent et détruisent la planète, ce n'est pas par ignorance ou perversion mais parce que cela coûte moins cher.

¹ Charte de l'environnement, Article 7, 2004.

Effet de serre

1) Explication :

Lorsque la Terre est éclairée par le soleil, sa surface réémet une partie du rayonnement qu'elle a reçu. Sauf que les gaz à effet de serre comme le Dioxyde de Carbone (CO₂), le Méthane ou le Protoxyde d'Azote retiennent une partie de ce rayonnement et le renvoient vers la Terre, ce qui contribue à la réchauffer. Hors, c'est exactement cette mécanique que l'Homme a déréglé par la combustion de pétrole, de gaz (provenant entre autre des usines), par la déforestation (s'attaquant au poumon naturel de la planète)... ou par l'agriculture intensive, et ce depuis le XIX^{ème} siècle. Les activités humaines émettent d'énormes quantités de gaz à effet de serre ; principalement du Dioxyde de Carbone (usines, autos, avions...) et du Méthane. Ces gaz ainsi créés s'accumulent dans l'atmosphère pour atteindre aujourd'hui des niveaux records (le CO₂ est passé en un siècle de 270 partie par million à 400).

2) Conséquences :

L'effet de serre s'intensifie, le surplus de gaz introduit par l'Homme est l'équivalent de 3 mini-bombes atomiques chaque seconde. Les conséquences sont dramatiques sur plusieurs points :

A- Les températures : Des canicules plus présentes sur des surfaces toujours plus importantes ; comme en Allemagne ou en Russie (impensable il y a 40 ans).

B- Élévation du niveau des mers : La fonte des glaces liée au réchauffement climatique (+ 30% depuis les années 80) augmente considérablement le niveau des Océans (+20cm) et pourrait aller jusqu'à 1 mètre supplémentaire par rapport au niveau actuel. Des pays comme le Bangladesh voient leur territoire se réduire au fil des ans, et des îles comme les Maldives pourraient disparaître de la surface de la Terre...

C- Augmentation des précipitations et sécheresses accrues : Les pays de l'hémisphère Nord recevront beaucoup plus de précipitations et les pays chauds subiront des sécheresses plus longues.

D- Acidification des Océans : Le CO₂ excédentaire renvoyé sur Terre se dissout dans l'eau. Les coquillages et les planctons qui constituent la chaîne alimentaire pourraient ne pas s'adapter à ce nouvel « environnement imposé », ce qui aurait un impact direct sur les autres espèces... l'Homme y compris !

Le réchauffement climatique est une réalité, plus personne ne l'ignore ! Mais, des solutions existent à moyen ou long terme ; des solutions politiques d'abord, mais aussi de bon sens pour chacun d'entre nous en changeant nos habitudes, car cela est la clé de l'avenir de notre Terre et surtout celle de l'avenir de l'espèce humaine.



CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Lorsque la Police n'évacue pas des familles nomades.

Aire d'accueil du Petit-Quevilly à Rouen, l'Usine Lubrisol a brûlé à 500 ou 300 mètres des caravanes de Gens du Voyage, sans que les familles ne soient évacuées, pour cause de stationnement en zone non-habitable ! C'est une honte ! Quel avenir pour ces familles ? Actuellement (12 oct. 19), 2000 personnes manifestent à Rouen pour connaître la vérité sur la pollution de la ville par les produits de Lubrisol !

Des intellectuels et chercheurs se questionnent tout comme les Sinti nomades obligés de stationner en Aire d'accueil ! Se pose la question de la relégation de nos familles depuis des générations dans des espaces pollués ou proches de sites dangereux !

Tania, Section Gens du Voyage, CNT-AIT de Pau

Qu'ils aient des papiers ou non, cela n'empêche pas un peu d'humanité !

Rennes, Nantes, Reims, Mâcon, Paris, St Ouen, Bordeaux, Pau ... et la liste est loin d'être exhaustive ! Leur point commun ? Depuis cet été, on y voit de plus en plus de familles demandant l'asile se retrouver à la rue. Ces familles peuvent certes en être à divers stades de leur parcours (examen de demande d'asile en cours, déboutés de leur demande, en attente d'un recours...), toutefois elles ont en commun cette souffrance de ne pas savoir où dormir le soir. On rajoute encore plus de précarité dans ces vies déjà bien malmenées. Nombre sont les enfants ; souvent en bas âge que l'on retrouve parmi elles, mais il est vrai que certains fonctionnaires plus ou moins zélés vous répondront qu'il existe déjà une différence entre un enfant de moins de 3 ans et un de plus de 3 ans ! Tout ça afin de mieux justifier de mettre des enfants à la rue ? Le droit de l'enfant dans ce contexte est complètement nié. La situation n'a rien de nouveau, il n'y a pas d'augmentation mais ces cas sont plus visibles avec la scolarisation des enfants. Car oui, ces enfants sont largement scolarisés ; ce sont les camarades de vos enfants ou petits-enfants qui peuvent se retrouver à dormir à la rue le soir après les cours. Dans l'agglomération paloise, ce sont une dizaine de familles dont les enfants sont scolarisés dans les écoles paloises des Fleurs, de Nandina Park, de Gaston Phoebus, de Marca, de Trianon, de Gelos et dans les collèges Clermont et Pierre Emmanuel, qui se retrouvent déjà à la rue. Plusieurs autres sont menacées de l'être dans les semaines à venir. Le Réseau Éducation Sans Frontière a été sollicité durant tout l'été par ces familles demandant l'asile, la préfecture ayant pris la décision d'arrêter l'hébergement d'urgence dont ils bénéficiaient le temps de leur demande. Un peu comme partout en France, ce sont les associations et/ou les comités de soutien qui se créent ponctuellement sur les établissements qui suppléaient aux carences d'un État qui n'en demandait pas moins. A noter que ce phénomène touchant notamment des familles s'est comme par hasard amplifié peu de temps avant que Macron annonce son « Débat » sur l'immigration. Si les départements disposent de places pour les demandeurs d'asile, celles-ci ne sont plus attribuées si le dossier de la famille est rejeté. Ce qui arrive dans 60 % des cas. Elles se retrouvent souvent à la rue. En situation dite irrégulière, il ne leur reste alors plus que les prises en charge par le 115 en fonction des places disponibles. Un parcours du combattant au quotidien commence (continu) alors, tout en n'ayant pas forcément la certitude d'avoir une solution pour le soir. Pour l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques, le dispositif du 115 devait passer d'ici la fin de l'année de 148 à 208 places d'hébergement ; ce qui reste de toute façon largement insuffisant pour un territoire d'une superficie de 7 645Km² regroupant 546 communes.

La solidarité citoyenne s'organise, et l'on peut s'en féliciter, toutefois ce ne peut être une solution pérenne ni une fin en soi. Un toit doit être un droit, et on ne peut pas laisser des enfants à la rue avec tout ce que ça peut entraîner au niveau sanitaire, psychologique... On ne peut pas regarder indéfiniment l'État créer cette situation de grande détresse dans le pays qui se revendique comme étant celui « des Droits de l'Homme ». Avec le nombre de logements vides pourquoi ne pas réquisitionner des bâtiments ? Il n'y a pas de réelle volonté de bouger. Préfères-t-on laisser ces familles dans le froid ? François Bayrou a été interpellé à ce sujet par RESF début septembre. Nous vous demandons de bien vouloir considérer le drame, l'angoisse que vivent ces familles dans l'inquiétude du lendemain, pour eux et leurs enfants. Nous vous demandons de bien vouloir considérer cette situation dans sa dimension humaine et de leur proposer un logement. Ces enfants ont droit à une scolarité normale dans des conditions de vie décente en France, à Pau et dans son agglomération. Nous savons qu'il existe des logements vacants comme par exemple dans le bâtiment Isabe sur le quartier Saragosse. Nous espérons qu'en tant qu'élu vous pourrez venir en aide à ces familles. Vu qu'il ne semblait pas y avoir eu de réponse à ce courrier, un rassemblement à l'appel du Collectif pour le Respect Des Étrangers et de RESF s'est déroulé devant la mairie de Pau à l'occasion de la tenue du Conseil Municipal du 7 octobre 2019. A cette occasion, un rendez-vous a été acté. Entre temps, le vendredi 11 octobre, dans l'urgence; plusieurs familles, dont 9 enfants et une femme enceinte se sont retrouvées dans l'après-midi au Parc Lawrence pour réfléchir à trouver une solution d'hébergement et éviter de dormir dehors les prochaines nuits (des modes alternatifs à ceux légaux pouvant parfois s'imposer dans la détresse, comme on le voit dans de nombreuses villes). Un adjoint palois qui s'est rendu sur place leur a annoncé qu'une « mesure d'urgence » allait être prise pour les héberger ces derniers jours. « Nous avons trouvé une solution qui ne pourra être que de court terme en attendant une réponse de l'État » affirmait alors l'élu. Une solution pérenne n'en reste pas pour autant nécessaire. Affaire à suivre donc !

La sécu, la coti chômage et les retraites, du pognon qui intéresse les financiers... et pas qu'eux ! Quelques points de réflexion pour tous !

Les cotisations sociales, salariales qu'en langage libéral on vous fait communément appelées « charges », intéressent beaucoup de monde. Depuis que les salariés les ont arrachées du portefeuille du patronat, en presque « juste » contrepartie de leur exploitation et de leur participation, plus qu'active, à la création de la richesse nationale, celui-ci n'a de cesse de se dispenser de payer sa quote-part mais aussi de piquer celle versée par les salariés sur leur salaire brut, et donc récupérer du salaire et de la protection, tout en confisquant « l'aubaine », c'est-à-dire la richesse produite par ces mêmes salariés.

Le patronat, chantage à l'emploi aidant, exige donc à être exonéré de ses responsabilités sociales qui lui étaient imposées depuis 1947 en contrepartie de sa si fructueuse collaboration avec l'ennemi, avant et lors de l'occupation allemande (petit point d'histoire hors manuels scolaires). Depuis lors, les divers gouvernements répondent à ces « doléances » devenues d'année en année, président après président, des exigences, chômage persistant aidant comme par hasard.

1. D'abord la Sécu.

Les français, nous disent-ils, sont champions de la consommation de médicaments (pourquoi ?) entre autre, et sont sur protégés, donc, plan d'attaque contre la sécurité sociale, remboursements, exclusion de médicaments, et création et/ou développement des mutuelles jusqu'à les imposer par entreprise, dégradation des urgences, privatisation rampante des hôpitaux publics... L'argent de la sécu c'est du salaire et représente un manne de plusieurs centaines de milliards de € (488.5Mlds en 2017). Un outil parmi d'autre : la mutuelle. Tout le monde est pour : elle fait le complément de la sécu, elle est utile ! Jamais remise en question ou rarement, mais, si le pognon qui part aux mutuelles partait à la Sécu, il n'y aurait plus de « trou » mais des remboursements à 100% et surtout, l'argent de tous dans les caisses pour tous, et non pour des intérêts privés cachés derrière le doux nom de mutualité, mutuelle, armes de la privatisation du système de santé des banquiers, assureurs et financiers.

2 Puis l'assurance chômage.

Devenu presque une fatalité, il menace tout le monde. C'est l'ennemi sournois qui nous vaut tous ces reculs. Ennemi bien entretenu et bien alimenté car combien de plans pour l'emploi, combien de réformes sur l'assurance chômage, ANPE, pôle emploi, indemnisation, montant, durée, depuis 1974 et les premiers plans Barre sous Giscard (pas encore mort celui-ci ?), combien de lois, textes, décisions et promesses, personne ne s'aventure à évoquer l'efficacité de ces ministres, secrétaires d'état, premier ministre et accord collectifs signés et contre signés, souvent avec satisfaction, par des partenaires sociaux collabos, combien de spécialistes vous ont juré qu'il n'y avait pas d'autres alternatives, combien de ces tristes sires ont été évalués, licenciés, jugés, pour incompétence, mensonges... Les carrières politiques et médiatiques, carrières universitaires et les mandats syndicaux sont longs et bien fructueux. Mais aussi combien de milliards dépensés, distribués, combien d'exonérations fiscales, depuis 1974, combien d'argent détourné. Cet argent c'est de l'impôt donc du salaire et du travail.

La sécurité de nos vieux jours.

Les retraites ? Nous sommes en plein dedans ! Le deal est celui-ci : puisque vous vivez plus longtemps vous le paierez ! Les statistiques sont là et les mêmes pour tous, on vit plus vieux, mais peut-être pas de la même façon, pas la même durée. Certains partent avant, certains n'ont pas les mêmes conditions d'emploi, de pénibilités, pas le même capital santé, tant pis, système « universel » pour tous, joli mot une fois de plus. Le but, faire croire que nous serons tous logés à la même enseigne. Un leurre. Le but est que la grande masse des ouvriers, employés, les plus nombreux et les moins organisés, les plus divisés, voient leur temps de travail augmenté et leurs pensions fondre. Universel, ben non, au dernier moment un accord sera trouvé sous le manteau avec les professions libérales, les indépendants, amis du système. Vous, vous ne serez peut-être pas touchés par la réforme, mais vos enfants la subiront et le changement climatique, et le chômage, et une fin de vie très certainement plus dramatique. A la télé, on vous le dira, bien sûr que cela ne peut plus durer, il n'y a pas d'autre alternative...

Si, il y en a mais il faut sortir de ce train-train, de cette passivité handicapante, cette fatalité assénée jour et nuit dans la « boîte à merde » allumée 24h/24 et aller vers les autres, tous les autres, s'organiser, échanger, inventer un autre système, notre système et se révolter.

A+

Gérard Barret

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>